

		
Établissement Support GHT	Cahier des charges	GHT SOMME LITTORAL SUD

Travaux d'aménagement du bâtiment n°1 du centre St Victor CHU AMIENS  
Lot 08 PLAFOND SUSPENDU

# SOMMAIRE

1	GENERALITES .....	3
1.1	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	3
1.2	Objet et étendue des travaux.....	3
1.3	Normes .....	3
1.4	Sécurité et protection de la santé .....	4
1.5	Déchets.....	4
1.6	Pièces à fournir par les entreprises .....	4
1.6.1	Pendant la période de préparation et avant début des travaux.....	4
1.7	Autocontrôles de l'entreprise .....	5
1.8	Connaissance des locaux .....	5
1.9	Objet des études préalables.....	5
1.10	Réception des installations.....	5
2	Travaux .....	6
2.1	Visite de site avant chiffrage .....	6
2.2	Limites de prestations .....	6
2.3	Etendue des prestations.....	6
2.4	Coordination.....	7
2.4.1	Réunions de chantier.....	7
2.5	Description des travaux.....	7
2.5.1	Matériaux et mise en œuvre .....	8
2.5.2	Spécifications particulières : .....	9

# 1 GENERALITES

## 1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

Les plans, les dessins et descriptif serviront de base aux devis.

Les ouvrages figurant sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

Le présent CCTP et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

Si l'entreprise le juge nécessaire, afin de détailler son offre, un devis détaillé pourra être remis en complément de la DPGF.

## 1.2 Objet et étendue des travaux

Le présent Cahier des Charges Techniques a pour objet de définir tous les travaux qui seront exécutés dans le cadre de l'aménagement bâtiment n°1 sur le site Saint Victor du CHU AMIENS.

Le présent marché a pour objet la pose de faux plafond dans tous les locaux du bâtiment.

## 1.3 Normes

L'ensemble des ouvrages devra respecter les normes en vigueur et particulièrement le DTU 58.3.

### 1.3.1.1 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises homologuées par circulaires officielles, normes françaises homologuées par l'AFNOR, documents techniques unifiés... Applicables aux travaux décrits par le présent document en vigueur à la date de la remise de l'offre, ainsi qu'aux règles de l'art.

Si en cours de travaux, de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entreprise serait tenue d'en référer par écrit aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

Il sera toujours fait l'application de la dernière édition, avec mise à jour suivant l'additif rectificatif en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

Les installations seront réalisées conformément aux normes en vigueur avec fourniture, pose et raccordement en ordre de marche, ainsi que les essais et la mise en route de tous les équipements.

Les appareils et matériaux seront de la meilleure qualité, et répondront exactement aux conditions nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Tout appareil ou travail présentant des défauts sera refusé et toutes les conséquences de ce refus seront à la charge de l'entreprise.

Les matériaux ou produits utilisés seront agréés CSTB ou, à défaut, feront l'objet d'un agrément écrit par le Bureau de Contrôle.

Les références aux documents énoncés ci-après ne constituent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables pour un bâtiment d'équipement normal.

D'une façon générale, l'ensemble des matériaux et l'exécution des différents ouvrages répondra aux règles de l'art et sera conforme aux normes et règlements en vigueur et notamment

## 1.4 Sécurité et protection de la santé

Une coordination de chantier est prévue conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

D'une manière générale les entreprises devront toutes les installations réglementaires de sécurité et de protections de la santé. Elles auront à charge les protections qui leur sont propres ainsi que toutes les dispositions prévues, dans le cadre du PGC établi par le coordonnateur SPS et le CCAP.

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels adaptés à leur activité.

Chaque entreprise est responsable de la prévention des accidents pour ce qui concerne ses travaux. Une base vie sera installée sur chantier.

## 1.5 Déchets

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est responsable de l'évacuation des déchets directement ou indirectement produits par son activité.

Ceux-ci seront évacués vers les filières de traitement adaptées selon leurs natures.

Les références aux documents énoncés ci-après ne constituent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables pour un bâtiment d'équipement normal.

D'une façon générale, l'ensemble des matériaux et l'exécution des différents ouvrages répondra aux règles de l'art et sera conforme aux normes et règlements en vigueur et notamment

## 1.6 Pièces à fournir par les entreprises

### 1.6.1 Pendant la période de préparation et avant début des travaux

L'entreprise devra remettre le dossier d'exécution des ouvrages concernant l'installation, et ce, pour la mise au point du projet à réaliser, au Maître d'ouvrage.

Ce dossier comprendra

- Les plans :

D'exécution complets, comportant tous renseignements utiles à leur vérification et leur compréhension.

- La liste du matériel avec les fiches techniques correspondantes :

Appareillage et fournitures, correspondant à celle arrêtée pour le Marché.

- Les plannings :

D'études, de commandes, d'approvisionnements,

- Les informations aux autres lots :

Nécessaires à la coordination.

L'entreprise devra également fournir :

- Les avis techniques des matériels et matériaux employés ;
- Les séries de plans portant mention de l'emplacement des percements, trappes de visite en gaines techniques et faux plafonds prévus par l'entreprise, avec leur section.

## 1.7 Autocontrôles de l'entreprise

Dans le cadre des vérifications techniques qui leur incombent (code de la construction article L 111-38), l'entreprise devra avant tout début d'exécution, proposer à l'agrément du Maître de l'Ouvrage, ainsi qu'à l'avis du bureau de contrôle, le programme "d'autocontrôle" qu'elle entend adopter sur les fournitures et prestations.

En cours de travaux, l'entrepreneur du présent lot devra s'assurer à tout moment par des contrôles internes de la qualité des travaux réalisés, il devra à ce titre fournir des procès-verbaux sur les prestations suivantes à la demande du Maître d'ouvrage et exceptionnellement du Maître d'œuvre suivant les besoins ainsi que du bureau de contrôle :

### **Vérification en cours de chantier**

L'entreprise devra prendre toutes les mesures pour vérifier ses ouvrages.

Ces vérifications s'effectueront en présence du Maître d'ouvrage ou maître d'œuvre s'il le demande, de ses représentants et de l'installateur.

Tous les essais pourront être différés tant qu'une partie quelconque des fournitures ou de leur mise en

Œuvre ne sera pas acceptée. Les conséquences en découlant restant à la charge de l'entreprise.

Le Maître d'ouvrage procédera durant le chantier aux vérifications suivantes :

- La conformité des installations posées avec le devis descriptif.
- La bonne exécution et la conformité avec les règles de l'Art.

Toutes les pièces endommagées durant le transport, le stockage ou la mise en place seront purement et simplement refusées et toutes vérifications que le Maître d'ouvrage jugera nécessaire.

Les ouvrages défectueux refusés par la maîtrise d'ouvrage ou le Bureau de Contrôle technique seront remplacés ou mis en conformité aux seuls frais de l'entreprise.

L'entreprise aura à sa charge les travaux et fournitures provisoires permettant les vérifications.

## 1.8 Connaissance des locaux

Avant toute remise d'offre le titulaire du présent lot devra avoir visité les locaux concernés et avoir pris connaissance de manière exhaustive des installations concernées par les travaux prévus.

## 1.9 Objet des études préalables

L'ensemble des études préalables à tous travaux aura pour objet la garantie de résultat.

Sur l'ensemble des travaux mis en œuvre la maîtrise d'ouvrage exige une garantie de résultat.

## 1.10 Réception des installations

La réception des travaux s'effectue sur convocation du Maître d'ouvrage. À cet effet, le titulaire du marché doit transmettre le DOE dans les 15 jours, passer ce délai le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites à l'article du CCAP.

## 2 Travaux

### 2.1 Visite de site avant chiffrage

Les entreprises consultées auront une connaissance des lieux et auront la liberté de poser, par écrit sur la plateforme des marchés publics, l'ensemble des questions nécessaires à la bonne compréhension du projet pour établir leurs chiffrages.

Aucune réclamation ne pourra être reçue par le maître d'ouvrage après la remise des plis.

### 2.2 Limites de prestations

Les travaux du présent marché seront réalisés au sein d'un site hospitalier en activité, une coactivité et des limites de prestation seront à prévoir pour chaque lot, tant au niveau des approvisionnements que de la réalisation des ouvrages.

En effet, le reste du site St Victor où se situe notre zone de travaux est actuellement en exploitation. L'ensemble des travaux seront réalisés en site occupé. L'entreprise devra prévoir l'ensemble des prestations nécessaires à la continuité de service du CHU (bâtiment existant) compris la continuité de service des installations de secours. L'entreprise réalisant les travaux devra notamment prendre en compte et répondre aux spécifications suivantes (liste non exhaustive voir spécifications au cahier des prescriptions communes en annexe) :

- Installations provisoires si nécessaire,
- Prise connaissance de l'ensemble des contraintes et de toutes les sujétions incombant au fait de réaliser les travaux en site occupé,
- Fourniture et réalisation d'un plan de prévention des risques, et de limitation de tous les types de nuisances (poussière, bruit, présence de public, ...),
- Nettoyage à la fin de chaque tâche et en fin de journée des zones qui auront été concernés par la réalisation des travaux,

Dans chaque zone où elle intervient des mesures avant et à la mise à disposition de la zone devront être faites. L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble de ces contraintes et de ces spécifications. Si celle-ci déroge aux points évoqués ci-avant, elle s'expose à une possibilité d'arrêt immédiat de l'ensemble des travaux en cours avec obligation de palier les irrégularités observées ayant conduit à la suspension de la réalisation des travaux.

### 2.3 Etendue des prestations

Les travaux à effectuer comprennent la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la manutention, la pose nécessaires à la réalisation conformément aux règles de l'art et aux spécifications techniques du présent C.C.T.P de l'ensemble des aménagements.

Ils comprennent également :

- La fourniture de tous documents nécessaires à une bonne installation des ouvrages,
- L'Etablissement par le titulaire des plans d'exécution des ouvrages,
- La fourniture et l'installation pour chaque entreprise de ses propres installations de chantier
- Le nettoyage journalier du chantier ainsi que celui en fin de chantier,

- Toutes les sujétions d'échafaudage et de protection,
- La coordination avec les entreprises des autres corps d'état.
- Les dossiers de récolement (DOE) comprenant tous les documents énumérés.
- Les études

De façon générale, tous les documents administratifs ou techniques demandés.

## 2.4 Coordination

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet (CCTP, plans), en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien et de tenir compte des sujétions éventuelles qui peuvent le concerner.

L'entreprise soumissionnaire du présent corps d'état devra se mettre en rapport avec le titulaire des corps d'états gros œuvre, ELECTRICITE, CVC, MENUISERIES INTERIEURES pour régler les différentes sujétions.

Le titulaire devra déléguer, pendant la durée du chantier, un technicien confirmé pouvant prendre toute décision d'ordre technique.

En cas d'absence de cette personne, le remplaçant devra avoir au préalable pris connaissance du dossier, comptes rendus de chantier depuis le début des travaux

### 2.4.1 Réunions de chantier

En phase chantier une réunion toutes les semaines à lieu entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage ou leurs représentants autorisés à une date convenue entre les différents intervenants.

A cette réunion, l'entrepreneur doit fournir au maître d'œuvre un rapport donnant :

1. L'état d'avancement des travaux ;
2. Le calendrier hebdomadaire prévisionnel.

Les points suivants peuvent être abordés :

3. La coordination des travaux ;
4. Les points particuliers ;
5. Les applications et le suivi de la démarche qualité ;
6. L'application du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Toutes les décisions prises au cours de cette réunion font l'objet d'un compte-rendu rédigé par le maître d'œuvre ou son représentant autorisé et contresigné, avec des réserves éventuelles, par l'entrepreneur ou son représentant autorisé.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

En cas d'absence ou de retard aux réunions de chantier du représentant de l'entrepreneur, il sera appliqué une pénalité suivant indications figurant dans le CCAP.

## 2.5 Description des travaux

Les travaux comprennent :

- La fourniture et la pose d'un faux plafond en dalles minérales standard 600 x 600 mm, 15 mm d'épaisseur, sur ossature en acier galvanisé de 24 mm.
- La présentation d'un calepinage détaillé (compris coupes) au Maître d'Ouvrage avant exécution Celui-ci sera réalisée en coordination avec le lot CFO/CFA qui doit la pose de luminaires 600x600 encastrés

## 2.5.1 Matériaux et mise en œuvre

### 2.5.1.1 Ossature métallique

Ossature en acier galvanisé 24 mm, composée de profilés porteurs et entretoises, suspendue par des tiges filetées ou suspentes adaptées au support.

Fixations adaptées (chevilles à expansion, chevilles à frapper ou tiges filetées).

Mise en œuvre conforme au DTU 58.1.

### 2.5.1.2 Dalles minérales 600x600

Fourniture et mise en œuvre d'un plafond suspendu réalisé avec des panneaux en laine de verre de haute densité, la surface exposée est traitée avec un revêtement lisse et homogène : une peinture nano poreuse à l'eau et la face cachée du panneau est revêtue d'un voile de verre. Les bords sont enduits. Plafond de type Hygiene Clinic de chez Ecophon ou équivalent.

- Dalles de 600x600mm, d'épaisseur 15mm
- Type de bords : A
- Réaction au feu : A2-s1,d0
- Coefficient de réflexion de la lumière : 85%
- Système d'installation : T24

Absorption acoustique: Le plafond sera de classe d'absorption acoustique A

Le panneau supportera en permanence jusqu'à 95% d'humidité relative à 30°C sans flèche, ni déformation, ni dégradation (ISO 4611). Les ossatures et accessoires recommandés par le fournisseur supporteront une ambiance de corrosion niveau C1 selon la norme EN ISO 12944-2.

Pose du plafond sur une ossature en acier galvanisé C1 T24 apparente conformément aux prescriptions de la norme NFP 68203-1 et 2, du DTU 58.1 et selon le schéma de montage du fabricant. L'avis technique des profilés sera à fournir au bureau de contrôle.

Pose en concordance avec le schéma d'installation des luminaires et élément de ventilation (voir corps d'état électricité, fluides médicaux et CVC).

Le mode de fixation devra être compatible avec le support.

Le plafond pourra être épousseté ou dépoussiéré à l'aspirateur quotidiennement, et/ou nettoyé au chiffon humide une fois par semaine.

Le panneau bénéficiera du niveau d'émission de substances volatiles dans l'air intérieur (Arrêté du 19 avril 2011) de classe A+.

Y compris toutes les sujétions de fourniture, pose, finitions.

Nota : l'entreprise fournira un stock à hauteur 3% de dalles de plafonds suspendus en fin de chantier pour les opérations ultérieures d'entretien maintenance.



Localisation : selon plan de consultation

#### 2.5.1.3 DALLES MINERALES LESSIVABLES 600X600

Fourniture et mise en œuvre d'un plafond suspendu sur ossature en acier galvanisé de niveau de protection anticorrosion C3, réalisé avec des panneaux en laine de verre de haute densité, la face exposée à une finition peinture à l'eau avec traitement spécifique hygiène qui empêche la pénétration de l'eau, le dos du panneau est recouvert d'un tissu de verre. Les bords sont peints.

Plafond de type Hygiene Performance A de chez Ecophon **ou équivalent**.

- Dalles de 600x600mm, d'épaisseur 20mm
- Type de bords : A
- Réaction au feu : A2-s1,d0
- Coefficient de réflexion de la lumière : 84%
- Système d'installation : T24

Le panneau supportera en permanence jusqu'à 95% d'humidité relative à 30°C sans flèche, ni déformation, ni dégradation (ISO 4611). Des conditions d'humidité ou de chaleur supérieures seront possibles durant le lavage.

Le développement microbiologique sera de classe 0 selon ASTM G21- 96.

Pose du plafond sur une ossature en acier galvanisé C3 T24 apparente conformément aux prescriptions de la norme NFP 68203-1 et 2, du DTU 58.1 et selon le schéma de montage du fabricant.

L'avis technique des profilés sera à fournir au bureau de contrôle.

Pose en concordance avec le schéma d'installation des luminaires et élément de ventilation (voir corps d'état électricité, fluides médicaux et CVC).

Le plafond pourra être épousseté ou dépoussiéré à l'aspirateur quotidiennement, nettoyé au chiffon humide sur toute la surface une fois par semaine. Nettoyage à la vapeur, quatre fois par an. Résistant aux désinfectants chimiques usuels.

Le système répondra aux exigences du bio-nettoyage.

Le panneau bénéficiera du niveau d'émission de substances volatiles dans l'air intérieur (Arrêté du 19 avril 2011) de classe A+.

Y compris toutes les sujétions de fourniture, pose, finitions.

Nota : l'entreprise fournira un stock à hauteur 3% de dalles de plafonds suspendus en fin de chantier pour les opérations ultérieures d'entretien maintenance.

Localisation : Dans tous les sanitaires et locaux ménage, suivant plan de consultation

#### 2.5.2 Spécifications particulières :

Dans son offre, l'entreprise proposera une méthodologie de mise en œuvre du faux plafond prenant en compte la différence de niveau entre les impostes des fenêtres en façade et l'intérieur du bâtiment ou le niveau fini sera inférieur. (Jouée droite, inclinée ou toute autre sujétion de finition)

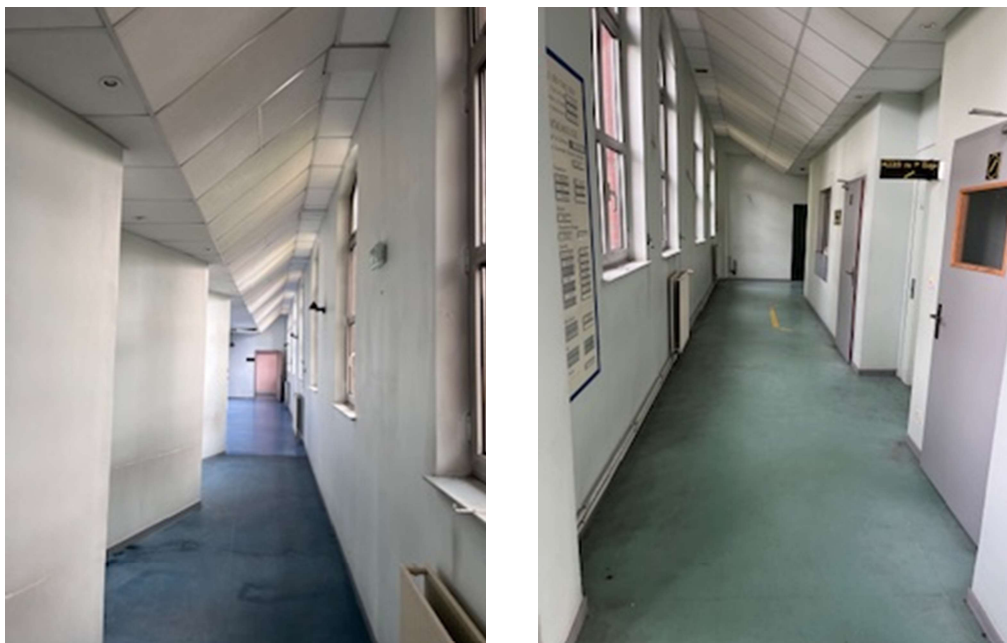


Illustration : Faux plafond existant